



Editorial

Le début de l'été s'annonce morose et ce n'est pas seulement le temps de ce mois de juin et les résultats de l'équipe de France de football qui créent cette impression. Les plans d'austérité lancés dans un grand nombre de pays européens comme unique réponse à la crise qui touche si durement l'Europe plongent les citoyens européens dans des situations difficiles. Coupes sociales importantes, réduction du nombre des fonctionnaires et donc mise à mal du fonctionnement des services publics, réforme des retraites sont au cœur de l'actualité européenne. Un article de notre « correspondant » européen, membre de notre commission parti étudiant en Italie, éclaire ainsi les mesures d'austérité décidées en Italie.

Et pourtant, le début de l'été annonce aussi l'espoir incarné par la gauche européenne : la commission fédérale Europe a participé le 24 avril dernier à **la journée d'action commune du Parti socialiste européen (PSE) pour la taxation des transactions financières** dont vous trouverez un bilan dans ce numéro. Depuis avril, l'idée fait son chemin et dans la réponse commune pour une sortie de crise progressive adoptée par les responsables des partis socialistes et sociaux-démocrates européens figure également cette taxe. Lors de la conférence commune de Pöul Nyrup Rasmussen et Martine Aubry le 15 juin, l'importance de la taxe a également été soulignée. Les premiers pas d'une réponse de gauche commune, alternative crédible et nécessaire, nous permettent d'espérer et d'agir dans ce sens.

En attendant, nous vous souhaitons un très bel été et une rentrée combative !

Anne WETZEL, Secrétaire fédérale « Europe et Relations Internationales »



Agenda

Prochaine réunion de la Commission Europe:

**Mercredi 30 Juin 2010
à 18h30 en Fédé**

en présence de **Gilles PARGNEAUX**, qui nous parlera du bilan de la première année de son mandat au Parlement européen.

Mentions légales

Lettre d'information de la Commission Europe de la Fédération du Nord du Parti Socialiste.

Rédactrice en chef :
Anne Wetznel

Conception/réalisation :
Axel Löfberg

A contribué à ce numéro :
Thomas Pellerin Carlin

Pour vous abonner/désabonner:
fede59@parti-socialiste.fr

Actualité vue d'ailleurs

La réduction de la dette publique en Europe : l'exemple de l'Italie

Nous ne sommes pas le seul pays touché par un plan de rigueur (qui ne dit pas son nom). Des **mesures d'austérité sont engagées dans plusieurs pays européens** dont l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grande-Bretagne, l'Irlande ou l'Allemagne. Plusieurs économistes dont Joseph E. STIGLITZ ou Eric HEYER se sont récemment exprimés pour critiquer ces mesures « contreproductives ». Selon eux, il faudrait d'abord attendre le retour de la croissance avant de s'engager dans des politiques de réduction qui risquent d'augmenter le chômage.

Voici le détail des mesures d'austérité prises par Silvio Berlusconi en Italie :

Pour réduire la dette, le gouvernement Berlusconi a annoncé un vaste plan de réduction de la dépense publique à hauteur de 24 milliards sur deux ans. Les deux principales mesures sont :

1. **la baisse des transferts de fond de l'état aux régions**
Les régions italiennes sont chargées avant tout des dépenses est santé. En clair, Berlusconi laisse aux présidents de région le soin de fermer, de tailler leurs dépenses et/ou d'augmenter les impôts.
2. **la réduction des salaires et du nombre des fonctionnaires.**
En réalité, ce n'est que la poursuite d'une politique engagée depuis longtemps. Le recrutement de jeunes n'existe quasiment plus et ceux-ci doivent passer par des statuts précaires. Typiquement, un jeune

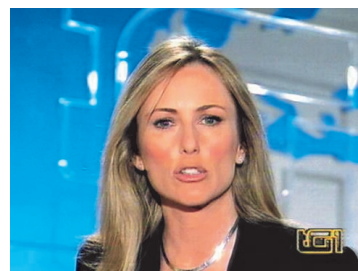
(Suite page 2)

Actualité vue d'ailleurs *suite*

(Suite de la page 1)

professeur italien est payé 1.300€ de septembre à juin ; en juillet-août, il ne reçoit pas un euro, peut être muté n'importe où, et chaque année, il n'est jamais sûr de voir son contrat renouvelé.

Les Italiens anti-berlusconi réagissent par une énième manifestation, une énième grève dont le retentissement médiatique sera très faible. La télé italienne est désormais à 90% à la « botte de Berlusconi ». Ce dernier est le propriétaire de la moitié des chaînes italiennes. Il a placé ses hommes à la tête des trois chaînes publiques de la RAI. Le nouveau directeur de la RAI voulait réduire encore le temps du JT consacré à l'information politique et augmenter le temps alloué au sport. Maria Luisa Busi, sorte de Claire Chazal italienne, après 17 ans de bons et loyaux services a décidé de démissionner pour protester contre cette orientation.



Les présidents de régions réagissent également. La poignée de main entre Vasco Errani (président centre-gauche de la région d'Emilie-Romagne) et Roberto Formigoni (président centre-droit de la région de Lombardie) symbolise cette union des régions italiennes pour se battre contre la partie du plan d'austérité les concernant.

Le monde de la culture se mobilise de son côté, car il voit ses salaires et ses subventions fondre comme neige au soleil (par exemple, les employés du Théâtre Communal de Bologne voient leurs salaires réduits de 25%). Ils regrettent que le gouvernement italien sacrifie ce « supplément d'âme » que la culture apporte à la société pour économiser deux cents millions d'euros.

Thomas PELLERIN CARLIN

« Correspondant » de la Commission Europe en Italie

Actualité

Le Nord défend avec les socialistes européens une taxe sur les transactions financières

Le 24 avril 2010, la Commission fédérale Europe a participé à la journée d'action commune des partis socialistes européens sur la taxation des transactions financières. A travers plus de 50 actions dans toute l'Europe - notamment à Lille, mais aussi à Maubeuge, Douai et d'autres villes du Nord - les socialistes ont défendu la création d'une taxe permettant de faire payer les responsables de la crise que nous traversons et de mettre fin aux spéculations pour changer en profondeur le système financier.

Deux mois avant le G20 du 26 juin, il s'agissait de sensibiliser et mobiliser les citoyens européens par rapport à des solutions possibles concernant la crise que toute l'Europe traverse. Actuellement, des mesures d'austérité sont prises dans un grand nombre de pays européens, mais pour sortir de la crise, la vraie alternative consiste en une attaque en profondeur des dérives du secteur **financier responsable de la situation de crise que nous connaissons. Le 16 juin, les responsables socialistes et sociaux-démocrates se sont mis d'accord sur un programme de sortie de crise progressive dont la taxation des transactions financières est un des éléments importants.**



Comment une telle taxe peut-elle fonctionner ? Une taxe sur toutes les transactions financières à hauteur de 0,05% permet de récolter 500 milliards d'euros par an et 200 milliards rien qu'en Europe (c'est plus que le budget de l'Union européenne !) **en faisant payer les responsables de la crise.** Une somme suffisante pour lutter contre la pauvreté, le réchauffement climatique et pour créer des emplois ! En Europe, 2 à 3 millions d'emplois pourraient être créés avec cette taxe. Il faut savoir qu'à cause de la crise, 7 millions d'Européens ont perdu leur travail et ils seront peut-être un million de plus à la fin de l'année !

(Suite page 3)

(Suite de la page 2)

La taxe sur les transactions financières est également un bon outil pour **changer durablement le système financier**. Durant les 20 dernières années, le nombre de transactions financières a augmenté de plus de 450% ! En termes de volume, le système financier pèse 70 fois plus que l'économie réelle. La taxe permet d'augmenter le coût de la spéculation et de réduire ainsi de façon drastique le nombre de transactions financières souvent dangereuses. **La crise nous montre clairement qu'une régulation des marchés financiers est absolument nécessaire.**

La journée d'action organisée à Lille a connu un grand succès avec plus de 100 signatures obtenues en quelques heures et un nombre important d'échanges avec les citoyens. La conférence de presse en amont de la journée d'action européenne donnée par Gilles PARGNEAUX, notre député européen, et Anne WETZEL a permis d'expliquer les enjeux de cette action commune. **La mobilisation, le même jour, de tous les socialistes européens autour d'une thématique commune a marqué les esprits et convaincu au-delà des militants et sympathisants socialistes.**

Cette initiative montre l'importance d'actions communes permettant un dialogue avec la population et touchant des citoyens dans l'Europe entière. **Une alternative européenne de gauche fait son chemin avec notamment la conférence commune de Poul Nyrup Rasmussen, Président du PSE et de Martine Aubry notre première secrétaire et la réponse commune des socialistes européens adoptée le 16 juin.** Nous continuerons le combat et serons vigilants par rapport aux résultats du G20 !

Anne WETZEL



Pour en savoir plus sur cette action et sur l'actualité du Parti socialiste européen: www.pes.org